La Grande Conversation

*La revue de **Terra Nova***

Tsunami aux États-Unis: le début de la fin de l'ère Trump

Monde

Par Pedro Soriano

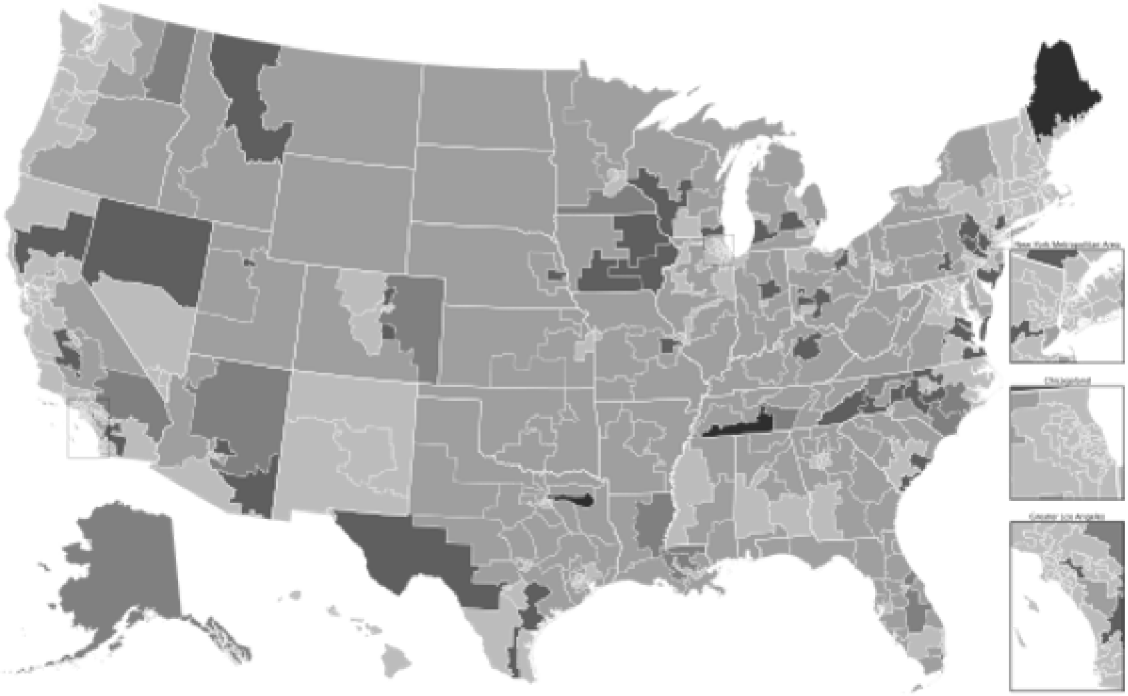
Avocat

Publié le 9 novembre 2026

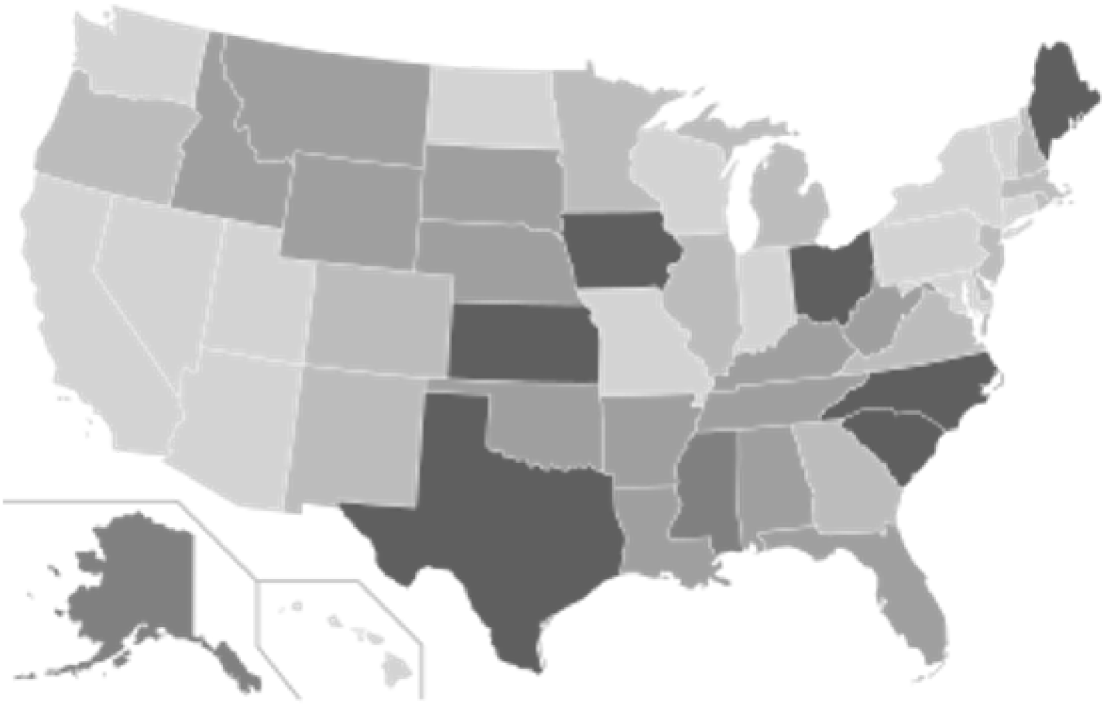
Le résultat des élections de mi-mandat du 3 novembre dépasse les meilleures espérances du parti Démocrate. Ses très bons résultats à la Chambre des représentants, au Sénat, pour les élections des gouverneurs ainsi que dans les chambres législatives locales constituent un désaveu catégorique pour Donald Trump. Les deux années à venir vont imposer au Président, qui s'en était largement affranchi jusqu'à présent, des contre-pouvoirs institutionnels limités mais réels.

Les résultats des élections de mi-mandat de mardi dernier sont si extraordinaires qu'on ne sait pas par où commencer :

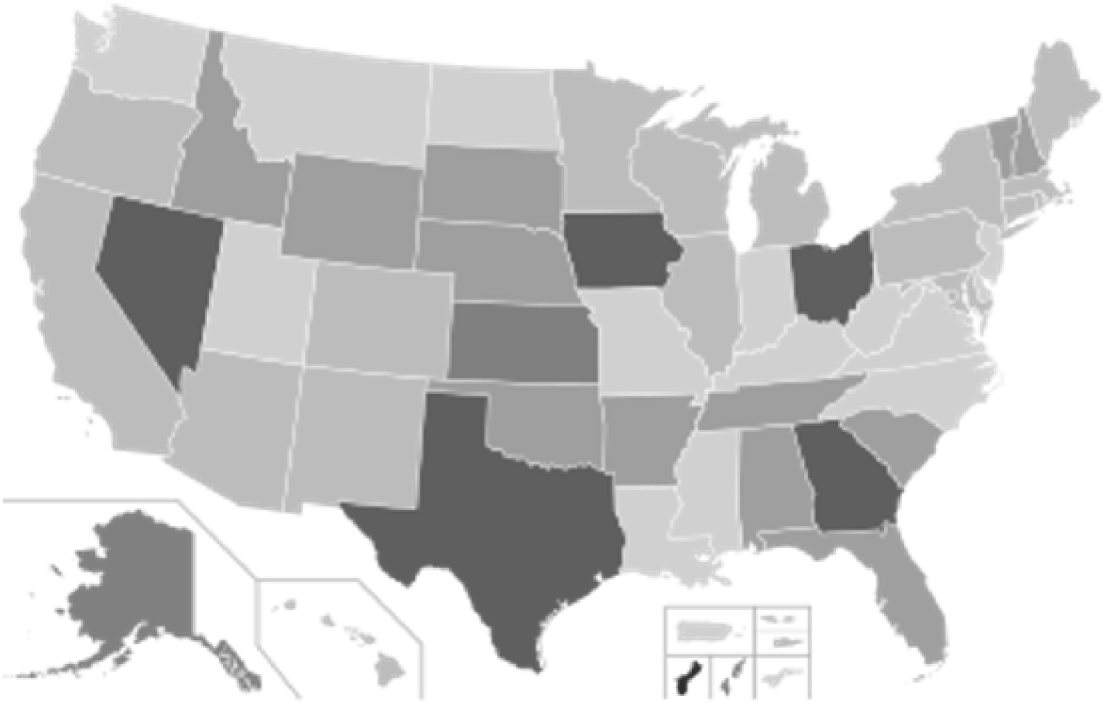
1) Si les derniers dépouillements en cours (21 sièges restent à attribuer au moment où j'écris ces lignes) s'achèvent là où les experts le prévoient, les démocrates obtiendront à la Chambre des représentants une majorité de 260 députés, la plus large depuis 1990 (toutes les cartes proviennent de Wikipédia) :



2) Au Sénat, tout indique que la nouvelle majorité démocrate sera de 56 sièges, la plus large depuis 2008.



3) Du côté des gouverneurs, les démocrates disposeront d'une large majorité (30 contre 20) pour la première fois depuis 2010 :



4) Enfin, la donnée la moins visible, mais peut-être la plus significative : State Navigate estime qu'une fois tous les dépouillements achevés, les démocrates auront gagné 575 sièges dans les législatures des États, l'un des meilleurs résultats de leur histoire.

Comment cela a-t-il pu se produire ? Il y a deux ans à peine, Trump revendiquait pour lui-même et pour le Parti républicain un mandat solide après sa victoire à la présidentielle.

Mais les décisions impopulaires du président et de ses acolytes ont provoqué une réaction brutale contre lui et contre le Parti républicain. Les Hispaniques se sont mobilisés dans des proportions jamais vues lors d'élections de mi-mandat pour protester contre le traitement dégradant infligé par l'ICE (la police de l'immigration) aux immigrés en situation irrégulière issus de leur communauté. Les électeurs noirs, en particulier dans le Sud, se sont rendus en masse aux urnes pour protester contre les efforts de la majorité républicaine de la Cour suprême visant à les priver de représentation politique. Et

beaucoup d'autres électeurs se sont mobilisés d'un bout à l'autre du pays pour protester contre une guerre contre l'Iran qui a provoqué une envolée incontrôlée des prix de l'essence et du diesel (ils étaient, le jour du scrutin, les plus élevés de l'histoire) et contre la corruption généralisée de l'administration.

Ce mélange extrêmement toxique a laminé le Parti républicain. Pas une seule des circonscriptions où Trump l'avait emporté avec moins de cinq points d'avance lors de la dernière élection n'a voté cette fois pour un candidat républicain. Les démocrates ont remporté un siège en Caroline du Sud, au Texas et au Kansas pour la première fois depuis, respectivement, 1998, 1988 et… 1932 ! Les candidats démocrates, bien choisis et adaptés au terrain (des pasteurs protestants au Kansas et au Texas, un procureur de district intraitable sur la criminalité dans le Mississippi), ont battu des candidats républicains que le tsunami a surpris en pleine sieste (Kansas) ou que Trump avait choisis en dépit du bon sens (Texas, Caroline du Sud).

Que va-t-il se passer désormais ? Des élections aussi nettes auront de multiples conséquences, à court comme à long terme.

① À la Chambre des représentants, les démocrates seront en mesure de lancer toutes sortes d'enquêtes visant les membres de l'administration Trump, en mettant en cause leur compétence comme leur probité (il semble d'ailleurs qu'avant même le remplacement du Congrès actuel, on tentera d'engager une procédure de destitution contre le secrétaire à la Guerre, Pete Hegseth, architecte de la catastrophique aventure iranienne).

② Au Sénat, en revanche, le plus probable est que nous assistions à deux années de paralysie : il n'y aura guère de nominations au gouvernement ou dans la magistrature fédérale (car Trump ne proposera pas de candidats capables d'obtenir les voix d'au moins sept

sénateurs démocrates), et les textes venus de la Chambre des représentants seront pour la plupart arrêtés par la minorité de blocage républicaine (aux États-Unis, l'adoption des lois exige de plus en plus souvent les trois cinquièmes du Sénat, soit 60 sénateurs). Et même si une minorité de sénateurs républicains est disposée à les soutenir, le veto de Trump y mettra probablement un terme (il faut les deux tiers des deux chambres pour surmonter un veto, des majorités qui, même après les excellents résultats de mardi, restent très loin de la portée des démocrates).

③ L'aspect peut-être le plus important du résultat électoral est que l'avenir de la Cour suprême et de son actuelle majorité républicaine ne tient plus qu'à un fil. Les deux juges les plus âgés, Clarence Thomas (78 ans) et Samuel Alito (76 ans), ont déjà annoncé qu'ils ne comptaient pas se retirer avant le 3 janvier, dernier jour où les républicains disposeront de la majorité au Sénat. Au cours des deux prochaines années, ni l'un ni l'autre ne peut sérieusement espérer que la majorité démocrate le remplace, sur proposition de Trump, par un candidat ne serait-ce que lointainement aussi conservateur que lui. Et comme le plus probable est qu'un président démocrate soit élu en 2028, les deux juges parient contre les tables de mortalité sur leur capacité à tenir au moins jusqu'en janvier 2033, ce qui est improbable pour au moins l'un des deux.

④ Venons-en à la présidentielle : les élections de 2026 auront des effets diamétralement opposés dans les deux partis. Chez les républicains, la perspective de voir un Trump de plus en plus impopulaire (comparable à George W. Bush en 2007-2008) entraîner le parti toujours plus près de l'abîme fera que peu de candidats, au sein de l'administration comme en dehors, tenteront leur chance. Parmi les premiers, le vice-président J. D. Vance et le secrétaire d'État Marco Rubio sont les

candidats les plus évidents, mais leur association avec Trump les entache irrémédiablement et fait d'eux de très probables perdants. Parmi les seconds, Ron DeSantis, gouverneur sortant de Floride, ou Brian Kemp, gouverneur sortant de Géorgie, peuvent eux aussi prétendre à la fonction, avec davantage de distance à l'égard de Trump. Le principal problème est que celui-ci, malgré sa faiblesse électorale actuelle, reste populaire auprès de la base MAGA, et c'est elle qui désignera le prochain candidat lors des primaires.

Chez les démocrates, à l'inverse, la perspective d'une victoire quasi certaine en 2028 provoquera une avalanche de candidatures : des sénateurs comme Jon Ossoff, tout juste réélu en Géorgie, des gouverneurs eux aussi réélus comme Josh Shapiro en Pennsylvanie ou J. B. Pritzker dans l'Illinois, des gouverneurs sortants comme Gavin Newsom en Californie, l'ancienne vice-présidente Kamala Harris, et même la représentante Alexandria Ocasio-Cortez, cheffe de file de l'aile gauche du parti et héritière de fait de Bernie Sanders. Il y aura probablement deux douzaines de candidats parfaitement crédibles pour décrocher le joyau le plus convoité : la présidence des États-Unis en 2028.